



A la veille des annonces du Premier Ministre concernant le « déconfinement progressif », les organisations syndicales et de jeunesse exigent que priorité absolue soit donnée à la santé et aux moyens pour vivre des travailleur-ses et de l'ensemble de la population. La pandémie est loin d'être sous contrôle et la communauté médicale et scientifique craint une "deuxième vague". Dans les conditions actuelles de l'épidémie, faire primer l'économie sur la santé est inacceptable.

Les organisations rappellent que les employeurs ont des obligations en matière de santé et de sécurité au travail. Elles doivent plus que jamais être totalement respectées tout comme le rôle de contrôle plein et entier que doit pouvoir jouer l'inspection du travail.

Or, d'une part, de trop nombreux salarié-es ne sont pas encore équipés du matériel de protection nécessaire dans les entreprises et les services où l'activité s'est maintenue. Nous exigeons que cette condition soit réunie au plus vite, sans quoi l'activité ne peut continuer. D'autre part, le 1^{er} ministre doit être ferme et explicite : le travail ne peut pas reprendre si les conditions les plus strictes ne sont pas réunies dès le 11 mai.

Le Premier Ministre doit annoncer un cadre clair pour que les salarié-es ne soient pas confrontés à des demandes et des injonctions contradictoires de la part des employeurs.

Cela implique la nécessité de consulter au plus vite les instances représentatives des personnels, seules à même de déterminer des conditions satisfaisantes de la reprise. Or, avec des délais raccourcis de consultation des CSE et des CHSCT non réunis à tous les niveaux et dont la disparition reste programmée dans la Fonction publique, nos organisations constatent que les représentant-es du personnel sont encore trop souvent écartés des décisions majeures concernant l'organisation du travail.

Le gouvernement a confirmé, en dépit des préconisations de son comité scientifique, la réouverture progressive des crèches et des écoles puis des collèges dès le 11 mai, renvoyant la décision pour les lycées à fin mai.

La reprise scolaire envisagée par le gouvernement repose sur un éventuel volontariat des familles ce qui contrevient aux objectifs du système scolaire. De plus, beaucoup d'entre elles, du fait de l'annulation des mesures de chômage partiel ou des régimes d'autorisation d'absence dans la Fonction publique, subiront des pressions économiques les contraignant à envoyer leurs enfants à l'École ce qui annule de fait tout volontariat !

Cela menace du coup plus particulièrement les femmes qui sont encore largement majoritaires à s'occuper des enfants, et dont le travail est moins rémunéré.

Nos organisations demandent au gouvernement de renoncer à imposer ces réouvertures. A l'école comme ailleurs, elles s'opposent à toutes tentatives de pression sur les personnels.

La fin d'année scolaire ne pourra pas se dérouler normalement et il faut mettre fin à la pression insupportable sur les élèves, étudiant-es que fait peser le manque de clarté sur l'organisation des examens.

Aussi, La reprise de l'activité va induire une forte augmentation de la fréquentation des transports publics rendant impossible tout respect de la distanciation nécessaire. Les organisations appellent donc à une limitation importante des déplacements et demandent, du fait de l'obligation de leur port dans les transports, que des masques soient mis à disposition gratuitement et distribués par l'Etat sur tout le territoire.

Enfin, la période a été marquée par une aggravation des inégalités à laquelle le gouvernement ne répond pas suffisamment. Les aides de 200 euros pour les jeunes les plus précaires sont à mettre à l'actif de la mobilisation des organisations étudiantes mais ne suffisent malheureusement pas à répondre à l'urgence. Elles doivent être augmentées, versées dans la durée et toucher un public plus large. L'accès du RSA au moins de 25 ans devient par ailleurs une nécessité.

Un plan immédiat et massif de mesures et d'aides sociales, prenant en compte la question de l'insertion professionnelle des jeunes, avec déploiement de moyens conséquents, doit être mis en place pour répondre aux besoins vitaux d'une partie de la population qui se retrouvent avec peu ou sans ressources.

La réforme de l'assurance chômage doit être abandonnée immédiatement et définitivement, elle ne fait qu'aggraver la situation de millions de personnes privé-es d'emploi.

Le gouvernement a débloqué des centaines de milliards d'euros pour aider les entreprises et ce sans contrepartie, il est temps qu'il annonce des centaines de milliards pour les travailleur-ses, les privé-es d'emploi et ceux et celles en grande précarité, les étudiant-es, les jeunes et les plus ancien-nés. Nous attendons donc du Premier Ministre qu'il annonce un plan global de lutte contre les nombreuses inégalités liées notamment au chômage, aux loyers, à l'accès à l'alimentation et aux bas salaires.